



**IMT Nord Europe**  
École Mines-Télécom  
IMT-Université de Lille

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**TRAVAUX DE DESAMANTAGE AU BATIMENT**  
**METROLOGIE- IMT NORD EUROPE– SITE LAHURE**

N° de marché : **25EMD005M**

## **1.- OBJET DU MARCHÉ**

---

### **1.1 - Objet du marché**

La présente consultation concerne les travaux de désamiantage du bâtiment Métrologie de l'Institut Mines Telecom Nord Europe (IMT Nord Europe) – site LAHURE à Douai

### **1.2 - Décomposition en lots**

Le marché est passé en lot unique.

### **1.3 Procédure de passation**

La procédure utilisée pour la conclusion du présent marché est celle de la procédure adaptée en application des articles R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique.

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur, dans les conditions édictées par la réglementation.

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 Pièces particulières**

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), et éventuellement ses annexes,
- Le DPGF / devis,
- Le mémoire technique du titulaire,

### **2.2 Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux).
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

## **3. DELAI ET LIEU D'EXECUTION**

---

L'offre devra préciser le délai d'intervention à compter de la réception de l'ordre de service émis par le Pouvoir Adjudicateur, ainsi que la durée complète de l'ensemble du chantier, comprenant l'installation, l'enlèvement de tous les matériaux sur le site et replis du matériel.

La date prévisionnelle de début des travaux est prévue début avril 2025  
Durée d'exécution :

La date prévisionnelle de début des travaux est prévue **début avril 2025**

Durée d'exécution :

- 1 mois de préparation

- 4 mois de travaux maximum avec une date de fin de travaux fixée au 31 Août 2025

Lieu d'exécution : Bâtiment Métrologie - 764, Boulevard Lahure - 59500 Douai

## **4. PRIX - MODALITES DE REGLEMENT**

---

### **4.1 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les frais de douane éventuels. Les mises en route et formation des utilisateurs sont incluses.

### **4.2 - Prix de règlement**

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

L'ordonnateur ayant qualité pour ordonnancer les sommes dues au titulaire est le Directeur de l'IMT Nord Europe.

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur l'Agent Comptable de l'IMT Nord Europe.

### **4.3. Présentation des factures**

Le titulaire émettra une facture après service fait. L'euro est la monnaie de compte.

La facture fournie de manière dématérialisée (fichier pdf) reprendra obligatoirement la référence du marché, la référence du bon de commande, la date de la prestation.

**Le prix indiqué sera détaillé conformément au devis initialement établi.**

**La personne publique se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas les mentions demandées.**

En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière à l'adresse de facturation indiquée à l'article ci-dessous.

### **4.4 Modalités de transmission des factures**

Dans le cadre de la promotion de la dématérialisation dans la commande publique, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics :

## **Au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : obligation pour toutes les entreprises.**

Cette disposition généralise par ailleurs aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics, l'obligation faite à l'Etat d'accepter les factures électroniques.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le n° SIRET correspondant pour IMT NORD EUROPE : 18009202500139

Pour information, le N° de code service pour déposer leur facture sur CHORUS est : IMT\_LD\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER.

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

### **4.5 Délais de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture.

### **4.6 Intérêts moratoires**

Tout dépassement au délai prévu par l'article 4.5 donne lieu au paiement d'intérêts moratoires dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

### **4.7 Service chargé de paiement**

Le service chargé du paiement pour IMT Nord Europe est : Agent comptable secondaire Nord  
941 rue Charles Bourseul CS 10838  
59508 DOUAI Cedex

## **5. SOUS-TRAITANCE**

---

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement avant tout début d'exécution par le sous-traitant.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, sera notifiée par voie électronique dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

Dans le DC4 :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

Pièces à produire à l'appui du DC4

- le détail du prix (DPGF sous-traité) pris selon l'articulation du DPGF du titulaire ;
- le sous-traité (contrat de sous-traitance) ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.
- Les coordonnées bancaires du sous-traitant (RIB)
- Un extrait KBIS
- Justificatifs attestant que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner, mentionnés au Code de la commande publique (extrait Kbis),
- Attestation URSSAF
- Attestation Fiscale
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail

Le titulaire du marché devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant. Il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le maître d'ouvrage sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

## **6. AVANCE - REMBOURSEMENT**

---

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 15,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **7. GARANTIE FINANCIERE**

---

Une retenue de garantie de 5.00% du montant initial du marché (incluant les avenants éventuels) sera constituée.

Conformément à l'article R.2151.13 du code de la commande publique, ce taux sera de 3% pour les petites et moyennes entreprises (PME)

Cette retenue de garantie sera déduite du montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera cependant pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **8. PENALITES**

---

Les pénalités de retard sont celles prévues au CCAG travaux. Elles commenceront à courir dès lors que le délai prévu pour la mise en ordre de marche sera dépassé.

## **9. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

---

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché.

## **10. ASSURANCE**

---

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>  
Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

## **11. CLAUSE D'IMPREVISIBILITE**

---

Le présent contrat pourra être suspendu ou modifié, totalement ou partiellement, en cas de force majeure ou de survenue d'un événement imprévisible. Constitue un événement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle des sites de l'IMT Nord Europe ou des

sites d'exécution du présent contrat résultant d'une décision d'une autorité compétente ou de toute décision prise en vue de préserver la sécurité du site et des personnes.

## **12. RESILIATION / LITIGE**

---

### **12.1 Litige**

Le présent marché est résiliable dans les conditions prévues au CCAG travaux. Le marché peut être résilié par le Pouvoir Adjudicateur, sous réserve d'un préavis de trois mois, dans le cas de modification substantielle des conditions du marché.

La résiliation interviendra après mise en demeure effectuée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

### **12.2 Election de domicile**

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.